

André Versaille

Éditeur

Vues d'ensemble sur la paix

par

Georges Clemenceau, le 5 novembre 1918

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

6 – GEORGES CLEMENCEAU VUES D'ENSEMBLE SUR LA PAIX

5 novembre 1918

De l'extrême-gauche au Bloc national et du « Tigre » au « Père la Victoire », Georges Clemenceau a accompagné, au fil de sa longue carrière, la destinée d'une France meurtrie par les séquelles de 1870. Conseiller municipal, député, ministre puis président du Conseil, il s'avère l'un des hommes politiques les plus influents et les plus redoutés durant les premières années de la III^e République. La Grande Guerre, au cours de laquelle il sut galvaniser le pays dans l'opposition puis au gouvernement, le porte au faite de sa popularité. Cependant, comme pour Churchill ou de Gaulle après le second conflit, le retour à la paix signera rapidement sa mise à l'écart.

De l'extrême-gauche au centre

Né dans une famille bourgeoise et républicaine de Vendée, Georges Clemenceau (1841-1929), médecin de formation, travaille d'abord comme journaliste puis, à l'issue d'un séjour de quatre ans aux États-Unis, revient en France durant la guerre de 1870 et se lance en politique. Conseiller municipal puis député de Montmartre, il fonde le groupe radical-socialiste, alors à l'extrême-gauche, et le journal *La Justice* qui sera sa tribune. Orateur brillant et vigoureux, il est considéré, vers 1881-1885, comme un redoutable « tombeur de ministères ». En 1885, il pense devenir président du Conseil après avoir fait chuter Jules Ferry mais échoue et doit se contenter d'être réélu député, cette fois dans le Var, département « rouge ». S'ensuivent plusieurs années difficiles où son nom est mêlé aux débuts du boulangisme puis, sans preuve, au scandale de Panama. Battu aux législatives de 1893, Clemenceau est relancé par l'affaire Dreyfus au cours de laquelle il prend tardivement mais efficacement la défense de l'accusé dans *L'Aurore*. C'est lui qui trouvera le fameux titre *J'accuse...!* pour l'article de Zola.

Dès lors, il revient au premier plan. En 1902, il est élu sénateur du Var. En mars 1906, il est ministre de l'Intérieur et, en octobre, il est enfin nommé président du Conseil, poste qu'il occupera durant près de trois ans tout en conservant l'Intérieur. C'est à ce moment que le journaliste Émile Buré lui donne son surnom de « Tigre ». Avec la montée en puissance du socialisme, Clemenceau a cessé de faire figure d'extrémiste et peut désormais être considéré comme un radical, c'est-à-dire un homme de centre-gauche. Sur le plan international, il entend renforcer les alliances de la France et, sur le plan

interne, réformer la police¹. Pour le reste, il se montre bien plus modéré qu'avant : il défend l'idée d'impôt sur le revenu mais réprime durement divers mouvements sociaux, notamment celui des viticulteurs. Son gouvernement est renversé accidentellement en 1909.

De L'Homme enchaîné au « Père la Victoire »

Rentré dans l'opposition, Clemenceau fonde en 1913, à l'approche de la guerre, le journal *L'Homme libre*, surtout soucieux de politique extérieure. Mais peu après le déclenchement du conflit, il rebaptise sa feuille *L'Homme enchaîné*, pour protester contre la censure. De 1914 à 1917, alors qu'il est sénateur, membre puis président des commissions sénatoriales des Affaires étrangères et de l'Armée, il tonne et tempête sans relâche contre les gouvernements en place, réclamant toujours plus d'efforts et de ténacité et se faisant le chantre du jusqu'au-boutisme, le pourfendeur du pacifisme et de la mollesse. En novembre 1917, alors que la France connaît une agitation sociale croissante et une démoralisation au sein de ses troupes, le président Raymond Poincaré, conscient de la popularité de Clemenceau mais aussi du danger qu'il représente en restant un opposant, fait violence à ses propres sentiments et le nomme président du Conseil et ministre de la Guerre à l'âge de soixante-seize ans. Avec force voire autoritarisme, celui que l'on appellera bientôt « le Père la Victoire » prend des mesures draconiennes contre les défaitistes et les partisans d'une paix négociée, à commencer par son ancien ministre Caillaux, galvanise soldats et civils, fait de nombreuses visites au front et obtient que Ferdinand Foch, chef d'état-major général et conseiller militaire du gouvernement, soit désigné comme généralissime de l'ensemble des troupes alliées.

C'est donc en vainqueur et en héros qu'il s'adresse aux parlementaires français le 5 novembre 1918, une semaine avant la signature de l'Armistice et trois semaines avant son élection à l'Académie française, leur laissant ce qui ressemble, *a posteriori*, à un testament politique mais qui, à ce moment, était surtout un programme pour l'avenir. Georges Clemenceau donne deux conseils à son auditoire : d'une part, préserver à tout prix dans la paix, l'alliance qui s'est nouée en temps de guerre, c'est-à-dire dépasser le nationalisme, et, d'autre part, œuvrer au maintien d'une semblable unité sur le plan français, c'est-à-dire conserver la dynamique de l'Union sacrée. L'orateur insiste sur l'idée de fraternité, comprise au sens le plus large, sur le plan national comme international.

Un discours difficile à mettre en œuvre

Durant les négociations de Versailles, du 18 janvier au 28 juin 1919, il va tenter d'appliquer ces principes mais connaît certaines désillusions. Déterminé à *gagner la paix* après avoir gagné la guerre, il cherche d'abord à assurer la sécurité de la France par l'annexion de la rive gauche du Rhin et le contrôle de la Ruhr mais, contrairement à

¹ L'intérêt de Clemenceau pour la police sera mis en évidence par la série télévisée puis le film *Les brigades du Tigre*. En réalité les réformes sont soutenues par Clemenceau mais mises en œuvre par Célestin Hennion, directeur de la Sûreté générale.

l'intransigent Poincaré, il sait qu'un seul vainqueur ne dictera pas ses volontés à tous les autres. Soucieux de préserver l'entente des Quatre – France, Grande-Bretagne, États-Unis et Italie –, il accepte de faire des concessions aux Anglo-Saxons qui redoutent l'hégémonisme français et l'anarchisme d'une Allemagne anéantie. Ainsi, la rive gauche du Rhin ne sera pas annexée mais occupée temporairement par les Alliés. Finalement, le traité de Versailles ne satisfait personne : l'Allemagne, qui se le voit imposer, parle de *Diktat* tandis que Londres et Washington déplorent, plus modérément, sa dureté. En France, lassitude et morosité s'installent, comme en témoignent les débats de ratification. Une minorité de gauche accuse Clemenceau d'avoir enterré les généreux principes de Wilson tandis qu'à droite, une majorité lui reproche d'avoir été trop conciliant. On est déjà loin de l'unanimité.

Dans le domaine de la politique intérieure, le souhait de fraternité s'exprime par la constitution, en vue des élections de novembre 1919, d'un bloc national qui entend perpétuer l'Union sacrée. Un nouveau mode de scrutin, la représentation proportionnelle avec clause de la majorité, favorise d'ailleurs les larges regroupements puisqu'une liste qui obtient la majorité absolue est assurée de remporter tous les sièges en jeu. Dans l'idéal, on espère que le bloc n'exclura que les socialistes de gauche et l'Action française antirépublicaine mais la SFIO refuse toute alliance avec des *partis bourgeois* et les radicaux, tout comme les autres partis de centre-gauche, se présentent seuls également. La coalition, rassemblée autour du nom de Clemenceau, pourtant radical, va donc être axée à droite, avec de forts relents anticommunistes². La conjonction du système électoral, du vote anticommuniste et du vote en faveur des candidats anciens combattants – ce sera la « chambre bleu horizon », en référence à leur uniforme – explique la majorité absolue recueillie par un Bloc national en réalité hétérogène. Sur ce plan également, les espoirs de Clemenceau ont été déçus : le clivage gauche-droite reste d'actualité.

Le 18 janvier 1920, « le Tigre » qui, un an plus tôt, a échappé à un attentat anarchiste, démissionne de la présidence du Conseil après avoir échoué à se faire élire président de la République. Confronté à l'hostilité de Foch et de Poincaré, des socialistes, des catholiques qui lui reprochent son anticléricalisme et d'une partie des radicaux qui n'oublient pas qu'il a traîné certains d'entre eux en Haute Cour pour trahison, il se voit préférer Paul Deschanel, bientôt démissionnaire pour maladie mentale³. Georges Clemenceau se retire alors pour voyager et se consacrer à l'écriture jusqu'à sa mort, survenue à Paris en 1929. Il repose dans sa Vendée natale.

² C'est l'époque où apparaît l'affiche célèbre représentant le moujik au couteau entre les dents.

³ Il faut noter dans cet échec le rôle joué en sous-main par le socialiste indépendant Aristide Briand, irrité de voir Clemenceau monopoliser la reconnaissance du pays pour la Victoire et convaincu qu'une élection du « Tigre » le priverait pour sept ans de la présidence du Conseil. Clemenceau, en effet, était persuadé que Briand avait tenté d'aboutir à une paix négociée avec les Allemands durant l'été 1917.

VUES D'ENSEMBLE SUR LA PAIX

[...] Maintenant encore, si vous voulez me le permettre, je voudrais dire une parole que je crois utile.

Elle est déjà dans vos esprits, j'en suis sûr ; mais l'heure viendra pour nous, à mesure que les problèmes de la guerre disparaîtront – le plus tôt possible, je l'espère – de comprendre que de nouveaux devoirs s'imposeront à nous. [...]

Cette guerre est la plus formidable que le monde ait jamais vue.

Avec les progrès des armements, les progrès scientifiques, il faut bien dire le mot, et l'intérêt que les peuples tout entiers ont maintenant à se jeter dans la bataille pour assurer leurs droits, je me demande ce qu'ils deviendraient, ce que toute l'humanité deviendrait, si nous étions exposés plus tard à de nouvelles guerres dépassant toutes celles que nous avons vues.

Ceci, je ne le veux pas, et je n'ai pas besoin de le dire ; il n'y a pas un homme qui le veuille. Seulement, les paroles sont belles, les actes sont difficiles, pénibles, cruels et douloureux parfois.

Je demande aux Assemblées de la République française de préparer déjà dans leurs pensées le travail qui bientôt s'imposera à elles et qui ne sera pas moins redoutable que celui de la guerre. [...]

Il faut que l'alliance dans la guerre soit suivie de l'indéfectible alliance dans la paix.

Les peuples sont arrivés à comprendre qu'ils étaient tous solidaires.

Les égoïsmes nationaux pourront s'atténuer, ils demeureront toujours le fond de l'humanité que ni moi, ni aucun parlement, ni aucun régime, ni personne ne pourra jamais changer. [...]

Mais l'homme n'est pas infallible et les partis, d'un côté ou de l'autre, qui s'arrogent le droit d'infaillibilité, conduiront les peuples qui les auront trop écoutés à reconnaître un jour le danger d'avoir suivi aveuglément les pasteurs dont la connaissance universelle n'était pas à la hauteur de ce qu'ils ont pu croire. [...]

Laissez-moi dire ici : vraiment il faut être humanitaire. [...]

En cette grande croisade humanitaire, vous ne serez pas seuls, car tous, nous avons supporté notre part de combat. Aussi, à la fin de cette croisade, je voudrais que, modifiant un peu la formule de nos aïeux, nous nous promettions d'être frères, au sens véritable du mot, et que, si l'on nous demande qui nous a inspiré cette pensée, nous répondions : « La France le veut ! la France le veut ! »